

## Questions orales

[Français]

**M. Lamontagne:** Madame le Président, je peux dire que l'allégation de l'ancien ministre de la Défense nationale est absolument fautive, et que le major-général St-Aubin a résigné ses fonctions tout simplement parce qu'il avait une occasion de se réorienter dans une carrière autre que celle des armes.

\* \* \*

[Traduction]

## LE REVENU NATIONAL

## LES RÉPERCUSSIONS DES NOUVEAUX RÈGLEMENTS DOUANIERS SUR LA PETITE ENTREPRISE

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Je signale en passant que, d'après ce que le ministre des Finances a dit aujourd'hui, il semble que le ministère de l'Expansion économique régionale soit, une fois de plus, sur le point d'être rebaptisé «ministère de l'expansion des dépenses pour la réélection».

D'une part, le prétendu nouveau gouvernement libéral parle d'aider les propriétaires de petites entreprises et, d'autre part, il les harcèle en établissant de nouveaux règlements douaniers, notamment celui qui concerne les formules B-32. Le ministre sait-il ce qui se passe dans son ministère et ce que cela représente pour les sociétés qui peuvent être obligées de fermer leurs portes dans un délai de 30 jours à cause des conséquences de ce règlement?

**L'hon. William Rompkey (ministre du Revenu national):** Madame le Président, je tiens à remercier le député de m'avoir donné préavis de sa question.

C'est vrai que nous avons un délai de deux ans pour réviser les droits de douane et les classements tarifaires. Nous avons besoin de ce délai pour effectuer des recherches dans le pays hôte afin de nous assurer que nos règlements sont justes. Nous avisons cependant l'importateur du reclassement et, s'il s'estime lésé, il peut interjeter appel.

Le gouvernement ne veut pas nuire aux petites entreprises, mais plutôt les aider, comme le fait mon honorable collègue. Je tiendrai donc compte des instances présentées par le député et je veillerai à ce que la loi soit appliquée équitablement.

**M. Friesen:** Madame le Président, le ministre sait-il qu'on peut obtenir trois opinions différentes quant au classement du même article en s'adressant à trois agents différents? Si cela se produit dans son ministère, comment les entreprises peuvent-elles récupérer après deux ans le montant des droits de douane supplémentaires qui vient s'ajouter au coût de ses produits? Comment ces sociétés peuvent-elles transmettre ces frais aux acheteurs pour recouvrer leurs dépenses et réaliser un certain bénéfice afin de payer les droits de douane?

**M. Rompkey:** Madame le Président, je comprends bien le problème dont parle le député, mais je le répète, nous avons besoin de ce délai pour nous assurer que le classement tarifaire et les droits de douane sont équitables. Plusieurs personnes sont autorisées à changer le classement, notamment le sous-ministre et l'appréciateur en douane.

Je répète au député que je tiendrai compte de ses instances et que je m'assurerai que le gouvernement applique la loi équitablement et au mieux des intérêts des petites entreprises.

\* \* \*

## LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE

## ON DEMANDE POURQUOI DES AMÉLIORATIONS N'ONT PAS ÉTÉ APPORTÉES

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Il y a plus de quatre mois, un navire marchand, le *Lee-Wang-Zin*, a coulé au large de la Colombie-Britannique. A la même époque et en l'espace de deux semaines, 52 personnes ont péri dans les eaux de cette même province.

Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi son ministère refuse d'améliorer les services de recherche et de sauvetage sur la côte ouest et pourquoi les améliorations promises n'ont pas été apportées au programme de recherche et de sauvetage par hélicoptère?

[Français]

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, je pense, au contraire, que notre programme des recherches et de secours a été amélioré depuis quelques années, et nous continuons à l'améliorer constamment. J'avoue qu'il n'est peut-être pas encore d'une perfection telle que l'honorable député voudrait le voir, mais je peux l'assurer que nous faisons tout pour assurer un service adéquat tant aux citoyens de la Colombie-Britannique qu'à ceux de la Côte Est.

[Traduction]

**M. Skelly:** Madame le Président, le ministre a par-devers lui deux rapports, l'un du ministère de la Défense nationale et l'autre du ministère des Transports, qui analysent les circonstances de cet accident et qui présentent des recommandations. Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi il n'informe pas la Chambre de même que la population des résultats de ces deux rapports?

[Français]

**M. Lamontagne:** Madame le Président, je ne suis évidemment pas au courant de tous les détails de ces deux rapports. Je les ai reçus, et je peux assurer la Chambre que toutes les recommandations de ces rapports seront matérialisées le plus rapidement possible, afin de donner le service que l'honorable député voudrait avoir sur la Côte du Pacifique.

\* \* \*

## L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

## ON DEMANDE D'ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DANS LA RÉGION DU BAS-DU-FLEUVE ET DE LA GASPÉSIE

**M. Alexandre Cyr (Gaspé):** Madame le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.